

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – ANSM
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**TRAVAUX DE FLOCAGE DU PLANCHER HAUT DU PARKING - 1 DU
BATIMENT CD SITE DE SAINT-DENIS DE L'ANSM**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché public passé selon une procédure adaptée

(Sur le fondement de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique)

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION – COMPUTATION – PROLONGATION	4
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	5
ARTICLE 6 : NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 7 – CONTACTS	6
ARTICLE 8- PRIX	6
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT.....	7
ARTICLE 10 : ASSURANCE	8
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 12 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	9
ARTICLE 13 : RESILIATION POUR FAUTE	9
ARTICLE 14 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	10
ARTICLE 15 : PENALITES.....	10
ARTICLE 16 : NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES	11
ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE – DEONTOLOGIE.....	11
ARTICLE 18 : STIPULATIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 19 : LITIGE ET TRIBUNAL COMPETENT.....	12

DISPOSITIONS GENERALES

Établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la santé, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) est localisée sur trois sites définis ci-dessous :

- 1) Le site de SAINT DENIS (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :
143/147, Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel)

L'ANSM dispose également d'autres bureaux à St Denis à l'adresse suivante :
42, Boulevard de la libération, 93200 SAINT-DENIS CEDEX, (site Etoile)

- 2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :

31 bis, avenue Tony Garnier - 69007 LYON

- 3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :
635, rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES

L'ANSM emploie aujourd'hui un peu plus d'un millier d'agents avec une répartition de plus de 900 agents sur le site de Saint-Denis, 76 agents sur le site de Vendargues et 43 agents sur le site de Lyon.

L'ANSM assure l'accès à des produits de santé sûrs, efficaces et innovants en conduisant des expertises indépendantes pour prendre, au nom de l'Etat, des décisions applicables à tous les acteurs.

Elle agit dans l'intérêt des patients dont les représentants participent à sa gouvernance et à ses travaux.

Elle accompagne l'innovation et encadre sa mise à disposition de façon précoce et équitable. Elle assure la sécurité des médicaments et des autres produits de santé tout au long de leur cycle de vie en rassemblant les connaissances sur le risque, en développant les moyens de le repérer, de le mesurer, en évaluant la balance bénéfice/risque, puis en prenant les décisions appropriées. L'instruction des dossiers est conduite par les équipes de l'Agence avec, si besoin, le recours à une expertise externe soumise à des règles déontologiques strictes et dont les travaux sont rendus publics.

L'ANSM partage l'information sur les bénéfices et les risques des produits de santé et sur ses décisions avec les acteurs concernés et le public afin de lui permettre de mieux discerner ses intérêts. Ainsi, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) diffuse des informations (lettres de mise en garde, alertes, appels à projets associations, etc.) en direction des professionnels de santé, des associations de patients, des structures sanitaires ou sociales.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

Le marché a pour objet la réalisation des travaux de flocage du plancher haut du parking -1, du bâtiment CD du site de Saint-Denis de l'ANSM.

1.2 Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 2°, R2123-1 3° à R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire.

1.4 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.5 Prestations similaires

L'ANSM se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'accord-cadre compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il sera possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES

Les documents contractuels régissant le marché sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement, et son annexe financière dument paraphés, datés, signés et revêtus du cachet du Titulaire, dont les originaux sont conservés par la Personne Publique ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration seul fait foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Annexe 1 au CCTP : Plans
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- L'attestation de visite
- Le formulaire DC1 : Lettre de candidature,
- Le formulaire DC2 : Déclaration du candidat.
- Le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4), le cas échéant

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION – PROLONGATION – REUNION DE LANCEMENT

4.1 Délai d'exécution des prestations

La réalisation des prestations sera déclenchée dès la notification valant ordre de service. Les prestations devront être réalisées selon le délai proposé par le titulaire dans son offre (délai d'exécution hors approvisionnement) ; ce dernier ayant valeur contractuelle.

En tout état de cause, le délai de réalisation des prestations, hors délais d'approvisionnement, ne devra pas excéder 16 semaines. Toute offre présentant un délai supérieur à 16 semaines sera écartée et non analysée.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution du marché, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'ANSM au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception aux contacts ANSM désignés dans le présent CCAP.

Le Titulaire dispose d'un délai de 24h pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'ANSM notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

4.3 Réunion de lancement

Dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et l'ANSM. Lors de cette réunion seront abordés l'ensemble des détails de l'opération.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Obligations générales du Titulaire

En complément du présent CCAP, le Titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à faire toute diligence et à tout mettre en œuvre pour remplir sa mission conformément aux intérêts de l'ANSM.

Le Titulaire :

- constitue une équipe de personnels formés en conformité avec les exigences de l'ANSM pour l'exécution de la prestation ;
- veille et contrôle le maintien constant des compétences ;
- maintient une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser la prestation pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire est responsable de son personnel et/ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances (même si ceux-ci se déplacent dans les locaux de l'ANSM), et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux de l'ANSM ; il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du Titulaire et l'ANSM. De même, les dégâts de toute nature, occasionnés lors de l'exécution des prestations sont à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

La responsabilité du Titulaire ne peut être recherchée que pour l'indemnisation des dommages directs et prévisibles résultant d'un manquement à ses obligations contractuelles, lesquels n'incluent pas les préjudices dont la survenance n'est pas exclusivement liée à la mauvaise exécution ou l'inexécution du présent marché. Tout dommage subi par un tiers est un dommage indirect et ne donne pas lieu en conséquence à indemnisation.

Dans l'hypothèse où la responsabilité du Titulaire serait engagée par suite de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du marché, ou pour toute autre cause de son fait, le montant de l'indemnisation globale et cumulée, toutes causes confondues, principal, intérêts et frais, auquel le Pouvoir Adjudicateur pourrait prétendre, est

limité au préjudice direct et prévisible subi par le Pouvoir Adjudicateur sans pouvoir excéder 50% du montant total HT annuel du marché.

Les limitations mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas en cas de faute dolosive, de faute lourde, de dommage corporel ou manquement qui contredit la portée de l'obligation essentielle lui incombant ou qui la vide de toute substance. Le titulaire ne saurait se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

Si des problèmes relationnels surviennent en cours d'exécution du marché, l'ANSM, après une réunion avec le Titulaire du marché, peut demander le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 – CONTACTS

Lors de la réunion de lancement, le titulaire désigne nommément la personne qui assure la conduite des prestations.

En cas de difficultés pour les questions techniques, les personnes à contacter au sein de l'ANSM sont :

Monsieur Didier LEURIDAN
Chef du Département des Services Généraux et de l'immobilier
Tel : 01.55.87.30.55
Mail : didier.leuridan@ansm.sante.fr

Monsieur Ahmed KHEZZANE
Chef de l'unité Travaux et Immobilier du Département des Services Généraux et de l'immobilier
Tel : 01.55.87.30.95
Mail : ahmed.khezzane@ansm.sante.fr

ARTICLE 7- PRIX

7.1 Forme des prix

Le prix du marché est forfaitaire, détaillé dans l'annexe financière ; décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

7.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et doit élaborer ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix applicables au titre du présent marché sont ceux indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le prix comprennent les frais de fourniture, de livraison et de pose et les charges sociales et impôts y afférents.

7.3 Actualisation des prix

Les prix sont détaillés dans la DPGF.

Ils peuvent être actualisés selon la formule suivante :

$$P1 = P * I1/I$$

Avec :

P1 : Prix actualisé

P : Prix initial ou prix établi à la date de remise des offres

I1 : Indice ou index à la date de début d'exécution des prestations

I : Indice ou index lors de la remise des offres

L'indice qui sera utilisé est l'indice BT01

Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010

L'actualisation intervient à la demande du titulaire. Pour l'ensemble des parties, elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), ou simple courriel (à l'adresse suivante : marchespublics@ansm.sante.fr) 30 jours calendaires avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. Si elle est faite sous forme postale, la demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances de l'ANSM située à Saint Denis (voir l'adresse complète à l'article DISPOSITIONS GENERALES).

Toute demande d'actualisation réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou en dehors des canaux définis ci-dessus peut être rejetée, le cachet de la poste ou la date de réception du courriel faisant foi.

En cas de demande d'actualisation, il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document doit faire mention des variations en pourcentage par prestation dans le respect des modalités de calcul définies au présent article.

L'application de l'actualisation à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prestations, Les calculs sont effectués avec au maximum deux décimales.

L'apparition d'un nouvel indice décidé par les services habilités en remplacement de celui prévu à la présente clause s'applique de plein droit sans qu'il n'y ait besoin d'acter cette modification par avenant. De même, la disparition de l'indice fixé au présent article oblige les parties à recourir à un coefficient de raccordement dans l'attente de la création d'un indice de substitution.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

7.4 Avance

Le titulaire peut bénéficier de l'avance dans les conditions et cas prévus à l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

NOTA : les candidats désirant renoncer au bénéfice de l'avance doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Périodicité des règlements

Les paiements des factures interviendront sur la base de situations mensuelles, après validation des prestations par l'ANSM, par l'émission d'un service fait.

8.2 Facturation

Toute facture émanant du Titulaire doit comprendre à minima les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire et son numéro de SIREN ;
- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- la description des prestations exécutées ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr> et doivent comporter les informations ci-dessous :

- Le numéro de SIRET, qui identifie l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé en tant que destinataire de la facture est : 18003611300017
- Le code service est : ANSM-PCREF (Pôle Comptabilité et Relations Fournisseurs)
- Le numéro d'engagement mentionné sur le marché (CBDCxxx, CENGxxx, CHMAxxx) et le cas échéant, le numéro du marché.

NB : en cas de non-respect de cette obligation de dépôt des factures sur le portail « Chorus Pro », les factures transmises par courrier postal ou mail, sont considérées comme non parvenues à l'ANSM.

8.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

L'ANSM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au Titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique
- donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

8.4 Versement d'une indemnité forfaitaire

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

8.5 Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du Code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

N.B. Le Titulaire doit avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

ARTICLE 9 : ASSURANCE

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ANSM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les franchises sont à la charge du Titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en

mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ANSM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Soit que la déclaration de sous-traitance ait été faite durant la consultation des entreprises et notifiée au titulaire, soit qu'elle intervienne en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de proposer des sous-traitants à l'agrément de l'ANSM qui peut les accepter ou les refuser, après avoir examiné les pièces fournies.

Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché:

Le titulaire adresse à l'ANSM, contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception, une déclaration contenant les renseignements qui suivent. A cet effet, le titulaire doit utiliser le **formulaire DC4** disponible sur le site de la Direction des Affaires juridiques du ministère de l'Economie et des Finances.

En tout état de cause, la déclaration remise au pouvoir adjudicateur doit obligatoirement contenir conformément à l'article R2193-1 du code de la commande publique :

- a) la nature des prestations sous traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il remet également un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 et un RIB ou preuve de banque en cas de droit au paiement direct.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, conformément à l'article R.2193-3, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Jusqu'à la fin du contrat, le titulaire du présent marché demeure le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification.

Suivant les dispositions de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, et sous réserve des justifications fournies, le montant de l'indemnité est fixé à 5%.

ARTICLE 12 : RESILIATION POUR FAUTE

Le marché peut être résilié de plein droit pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles ;
- le Titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires;
- le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- le Titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au Code de la commande publique ;
- inexactitude des renseignements au titre de sa situation prévus par le code de la commande publique ;
- le Titulaire n'est pas à jour du paiement de ses cotisations d'assurance-chômage ;
- atteinte du plafond des pénalités fixé à l'article « pénalités » ;

- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP ;
- refus deux fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM ;
- retard de plus de 60 jours calendaires dans l'exécution des prestations ;
- défaut de désignation ou récusation de l'intervenant remplaçant un intervenant défaillant.

En cas de non-respect de l'article L.8222-6 alinéa 2 du Code du travail par le Titulaire, l'ANSM peut résilier le marché avec effet immédiat si dans un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure, le Titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

En cas de défaillance du titulaire et lorsque la reprise du contrat par un autre opérateur économique n'est pas rendu nécessaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-Travaux.

La décision de résiliation n'est notifiée qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours ouvrés.

La résiliation du marché pour faute du Titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité. En tout état de cause, la résiliation du marché passé sans minimum ne donne droit à aucune indemnisation, l'ANSM ne s'étant engagé sur aucun montant de commande.

ARTICLE 13 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux, l'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute.

S'il n'est pas possible à l'ANSM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'ANSM.

ARTICLE 14 : PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, les pénalités s'appliquent dès le 1er euro et sans mise en demeure préalable obligatoire. Toutefois, l'ANSM pourra si elle le souhaite laisser un délai pour remédier aux éventuelles causes d'application de ces pénalités.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG applicable, en cas de non-respect des obligations découlant du présent contrat, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation, l'application des pénalités, dès le 1^{er} euro.

Pénalités pour retard d'exécution des travaux

Pour tout retard d'exécution par rapport au délai fixé (délai proposé par le titulaire et ayant valeur contractuelle), le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 euros. Cette même pénalité sera appliquée pour non démarrage des travaux à la date convenue entre les parties ou de retard de délai de livraison des travaux mentionné dans l'ordre de service.

Pour tout manquement aux dispositions de l'article 4 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 250 euros par jour et par manquement.

Pénalités pour tout autre manquement

Pour tout manquement aux dispositions du présent DCE, l'ANSM se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 50 euros par jour et par manquement.

ARTICLE 15 : NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES

Les créances, nées ou à naître, concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE – DEONTOLOGIE

Les parties s'engagent à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elles auraient pu obtenir ou dont elles auraient pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Elles s'engagent à faire respecter par leur personnel le secret le plus absolu sur les informations confidentielles dont elles auraient connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire relatif aux inventions, concepts, programmes informatiques, spécifications techniques, procédés, modèles, données, code source, code objet, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs ou les clients.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ANSM ou utilisés par lui, pour les besoins de l'exécution des prestations ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

Sur demande de l'ANSM ou au plus tard au terme de sa mission, le Titulaire s'engage à :

- retourner l'ensemble des informations et données, y compris leurs copies ou toutes autres reproductions ou représentations ayant été réalisées ;
- détruire toutes analyses, notes, synthèses, comptes rendus ou autres documents dans la mesure où ils reprennent ou décrivent des informations ou données de l'ANSM. A ce titre, Il fournit à l'ANSM une attestation écrite confirmant cette destruction.

Cette clause continue de lier les Parties et leurs ayants droits après expiration du contrat, dans une limite de cinq ans.

Le Titulaire est délié de l'obligation de confidentialité au cas où la divulgation des informations confidentielles de l'autre partie serait exigée par la loi, les règlements ou par une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre et prouver l'existence d'un droit en vertu du présent marché.

N'entrent pas dans le cadre de la confidentialité, les informations dont la partie peut apporter la preuve :

- qu'elles sont entrées dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles aient été déjà connues d'elle antérieurement pour les avoir reçu d'un tiers de manière illicite ;
- qu'elles sont le résultat de travaux internes entrepris de bonne foi par les membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- que leur divulgation est autorisée par écrit par l'autre partie.

En outre, au titre des règles de déontologie en vigueur et notamment de la prévention des liens et/ou conflit d'intérêt, le titulaire s'engage à déclarer pendant toute la durée d'exécution des prestations toute éventuelle

situation pouvant entrer en contradiction avec lesdites règles. En cas de besoin, l'ANSM tient à la disposition du titulaire un formulaire type pouvant être utilisé pour effectuer sa déclaration. Il n'appartient pas au titulaire de qualifier ou interpréter la nature du lien/conflit d'intérêt mais de le déclarer.

ARTICLE 17 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande de L'ANSM.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, les modifications éventuelles demandées par l'ANSM afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

Les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

ARTICLE 18 : LITIGE ET TRIBUNAL COMPETENT

18.1 Différends et litiges

Préalablement à tout recours contentieux, l'ANSM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution du marché et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

A défaut, tout litige survenant de l'application du présent document est du ressort des Tribunaux compétents. Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de MONTREUIL SOUS BOIS

7, rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris)–

93 558 Montreuil Cedex.

Courrier électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

18.2 Intégrité du marché

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée est réputée non écrite, le CCAP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que l'ANSM n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation.

ARTICLE 19 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

	GGAG Travaux	CCAP
Ordre de priorité ses pièces contractuelles	4	3
Pénalités	19	14